

I. Les fondamentaux

A. La croissance de la population mondiale caractérise l'époque contemporaine : 7 milliards 200 millions aujourd'hui (décembre 2013), 232 000 habitants de plus par jour.

Chine : 1,386 milliard

Inde : 1,3 milliard

Afrique : 1 milliard

UE : 505 millions

États-Unis : 315 millions

Brésil : 206 millions

Japon : 127 millions

En 1800: 1 M

En 1925 : 2 M

En 1960 : 3 M

En 2000 : 6 M

En 2013 : 7,2 M

B. Cette forte croissance entraîne :

- Une compétition accrue pour l'espace (terres agricoles) :

Jusqu'à maintenant, la Chine aurait défriché 2 100 000 hectares dans le monde entier, selon un magazine chinois.

La Corée du Sud, par le biais d'une filiale du groupe industriel Daewoo, avait conclu un accord, depuis annulé (sine die ?) pour louer pendant 99 ans 1,3 million d'hectares de terres (soit une moitié de Belgique) à Madagascar. Objectif, produire quatre millions de tonnes de maïs par an et du soja à l'exportation. Situation intolérable pour les paysans malgaches ne mangeant même pas à leur faim. A tel point que la population s'est soulevée contre une telle initiative, aboutissant, deux mois plus tard, au départ du président malgache.

Il n'y a pas que les pays émergents qui ont le monopole de l'acquisition des terres à l'étranger. Le secteur privé occidental y a toute sa place pour prendre le contrôle d'un secteur productif ou encore implanter leur entreprise : Terreos en Amérique latine, Danone en Afrique du Sud, Champagne Céréales en Ukraine.

- pour les matières premières :



Et 6 mois plus tard...

EVOLUTION DU COURS DE L'ONCE D'OR depuis 1970

Cours en moyennes mensuelles depuis 1970, cotation à Londres

En rouge : cours de l'once d'or en dollars courants
En bleu : cours de l'once d'or ramenés en dollars de 2011 (Aout).

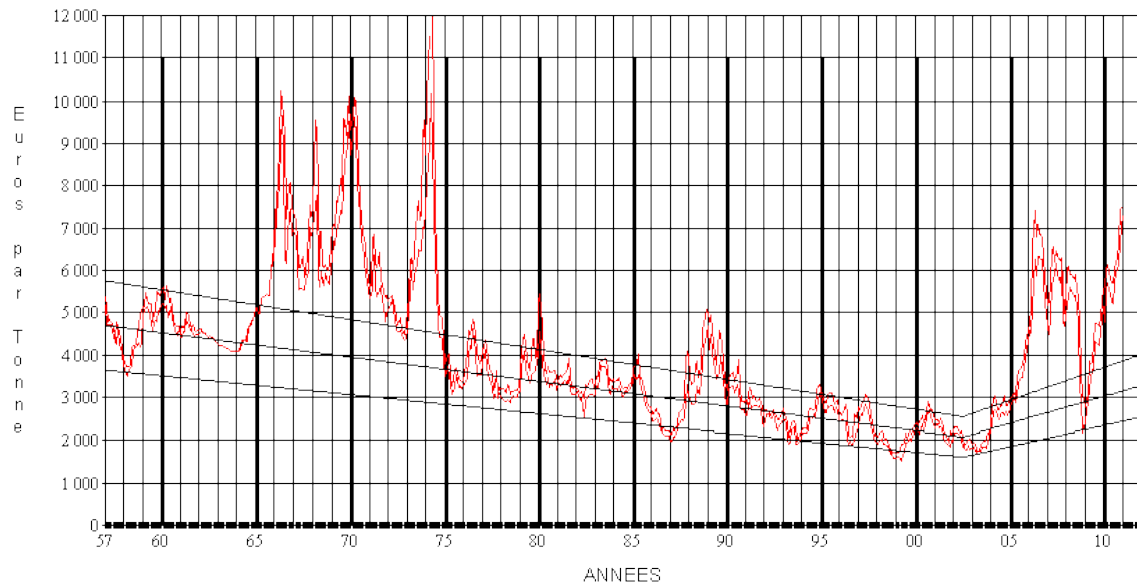


Le record du prix de l'once d'or a été établi le 21 Janvier 1980 avec un cours à 850 USD.

En moyenne durant le mois de Janvier 1980, l'once était à 675 USD.

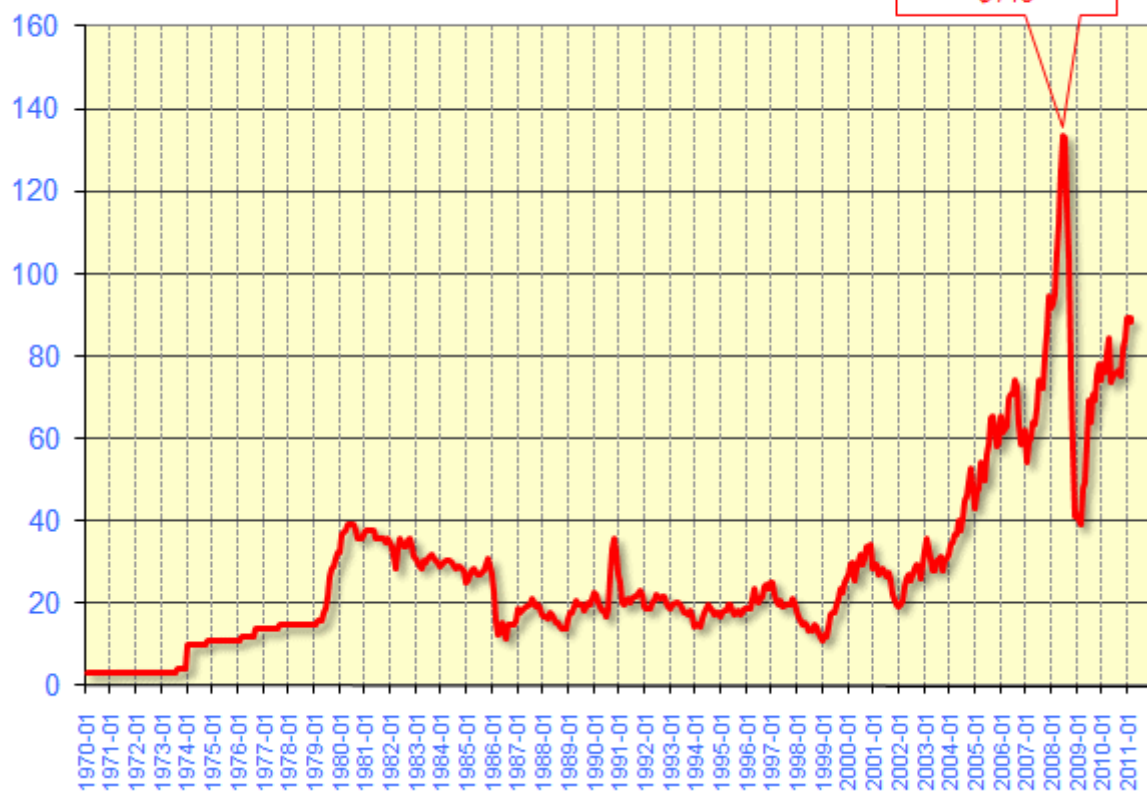
EVOLUTION DES COURS DU CUIVRE

EN EUROS CONSTANTS



Cours du baril de Petrole en \$ courant (WTI)

record 1 jour
\$145



- pour l'eau.
- Risque d'épuisement des ressources :

Si tous les habitants de la planète vivaient sur le niveau de vie américain, il nous faudrait 5 planètes, 3 planètes sur le niveau de consommation moyen d'un Français.

Dès 2005, selon le WWF, on aurait excédé les capacités de la Terre de 30%, et les occidentaux à eux seuls (Amérique du Nord et Europe) consommeraient déjà un peu plus d'une planète.

C. Cette compétition se joue sur des bases très inégalitaires :

PIB 2012 (CIA) Monde : 71 830 milliards \$ dont :

U E : 16 360 milliards \$,

États-Unis : 15 680 milliards \$,

Japon : 5964 milliards \$

- Ces trois ensembles économiques fournissent près des deux tiers du PIB mondial pour 929 millions d'habitants soit 14% de la population mondiale.

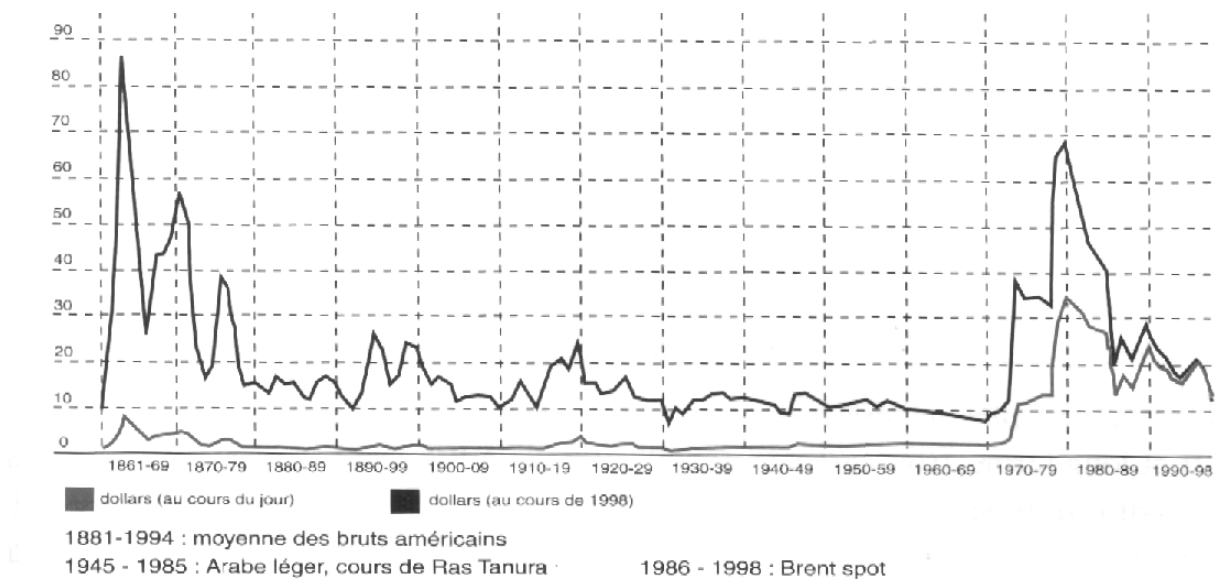
- La Chine pèse de plus en plus lourd : 8227 milliards

A rapprocher des chiffres pour l'Afrique : 963 millions d'habitants se partagent 1000 milliards...

- Le milliard d'hommes les plus riches consomme 66% des produits alimentaires, 70% de l'énergie, 75% des métaux, 80% du bois ; l'argent de poche de leurs enfants dépasse le revenu global des 500 millions d'hommes les plus pauvres.

- l'écart n'a cessé de se creuser : le PIB/tête américain (4ème, 48 000 \$ en 2012) est plus de 100 fois celui du Burundi (400 \$ ou de la RDC, 300).

- l'Asie représentait entre 1750 et 1800 environ 80% de la production mondiale pour à peu près 66% de la population, ce qui lui conférerait alors un produit par tête plus élevé qu'en Europe (20% de la production comme de la population) mais avec un écart par tête inférieur à 2.



D. Les privilèges de la dette américaine

- 22 juillet 1944 : accords de Bretton Woods, Gold Exchange Standard.
- Jusqu'en 1958 : dollar rare ; puis abondant (déficit américain : balance commerciale négative -cf. montée en puissance des économies de l'Europe des 6 et du Japon-, guerre du Vietnam.)
- 1961 : pool de l'or.
- 15 août 1971 : suspension de la convertibilité du dollar (cf. John Connolly, secrétaire d'État au trésor : « c'est notre monnaie mais c'est votre problème »).
- Crises pétrolières : 1,90 USD le baril en 1972, le prix du pétrole bondit de 3 à 13 \$ en 1973, puis après la révolution iranienne de 1979 (pic à 40 dollars en 1981) ; flottement généralisé des monnaies.
- Les États-Unis ont, à partir de 1982, aggravé leurs déficits extérieurs, particulièrement depuis 2001.

D'une part, la dépense publique augmente plus vite que les ressources budgétaires :

- Principalement en raison de l'occupation de l'Irak, de l'Afghanistan et des autres activités de lutte contre le terrorisme très supérieurs à 500 milliards de dollars. Ces coûts sont plus élevés que celui de la guerre de Corée qui, corrigé de l'inflation, s'élevait à 361 milliards. Ils ont certainement dépassé celui de la guerre du Vietnam, qui était de 531 milliards et ne sont dépassés que par le coût (corrigé lui aussi de l'inflation) de la Seconde Guerre mondiale pour les États-Unis.

- Inversement, la baisse des impôts accordée aux classes aisées atteint 350 milliards sur 10 ans.

D'autre part, les Américains consomment et investissent plus qu'ils ne produisent et ils n'épargnent pas (le taux d'épargne des ménages est, à la veille du déclenchement de la crise, négatif !) mais le reste du monde le fait pour eux : Les Etats-Unis empruntent 70 % des sommes épargnées ailleurs dans le monde.

Aucun autre pays ne pourrait se permettre une telle position débitrice sans que les prêteurs ne demandent une prime de risque ou ne plient bagage, ce qui ferait chuter la monnaie.

De fait, les Etats-Unis bénéficient d'un «privilège exorbitant», selon l'expression attribuée au Général de Gaulle en 1965 (mais en fait prononcée par son ministre des Finances, Giscard d'Estaing).

Ce privilège est double :

D'une part, grâce à l'hégémonie du dollar, ils empruntent dans leur monnaie, mais environ 70% de leurs actifs étrangers sont en monnaie étrangère. Lorsque le dollar se déprécie, la dette nette est automatiquement réduite. Le bénéfice est substantiel : une dépréciation de 10 % du \$ aboutit à un transfert en faveur des États-Unis de près de 6 % de leur PIB, c'est-à-dire le montant du déficit annuel de la balance commerciale ! Pour tout autre pays, le remboursement de la dette obligerait à consommer moins et produire plus pour le reste du monde. Parce que les étrangers ont accepté de prêter en dollars aux Etats-Unis, l'ajustement via une dépréciation du dollar est rendu moins douloureux.

Le problème de ce privilège exorbitant est qu'il est naturellement tentant de l'exploiter.

D'autre part, le privilège américain ne s'arrête pas là : comme Pierre-Olivier Gourinchas et Hélène Rey, deux économistes français enseignant aux Etats-Unis, l'ont analysé, les Etats-Unis ont, jusqu'en 2005, toujours reçu du monde plus d'intérêts et de dividendes qu'ils n'en ont payés.

Car l'actif et le passif diffèrent fondamentalement. Le passif est surtout constitué de bons du Trésor (achetés en particulier par les banques centrales) et d'emprunts auprès des banques étrangères. Ces emprunts se sont fait de plus en plus à court terme avec des taux d'intérêt faibles. Du côté des actifs, il s'agit de manière prédominante d'actions sur les marchés boursiers et d'investissements faits par les multinationales américaines. Plus risqués, ces avoirs ont des rendements élevés. Les Américains empruntent donc à taux faible pour consommer, mais aussi pour investir dans le reste du monde sur des actifs plus risqués et plus rentables : la différence entre le taux auquel ils empruntent et le rendement de leurs investissements, est de plus de 3 %. Mais l'ampleur du phénomène est temporaire et liée à la faiblesse des taux d'intérêt dans le monde. Leur augmentation renchérit d'autant le coût de l'emprunt des États-Unis (cf. évolution du taux directeur de la Fed de 1 % à 5,25 % entre 2004 et

2006). Arrive alors le moment où ils doivent commencer à payer : en fait cela a déjà été le cas au dernier trimestre 2005 et en 2006).

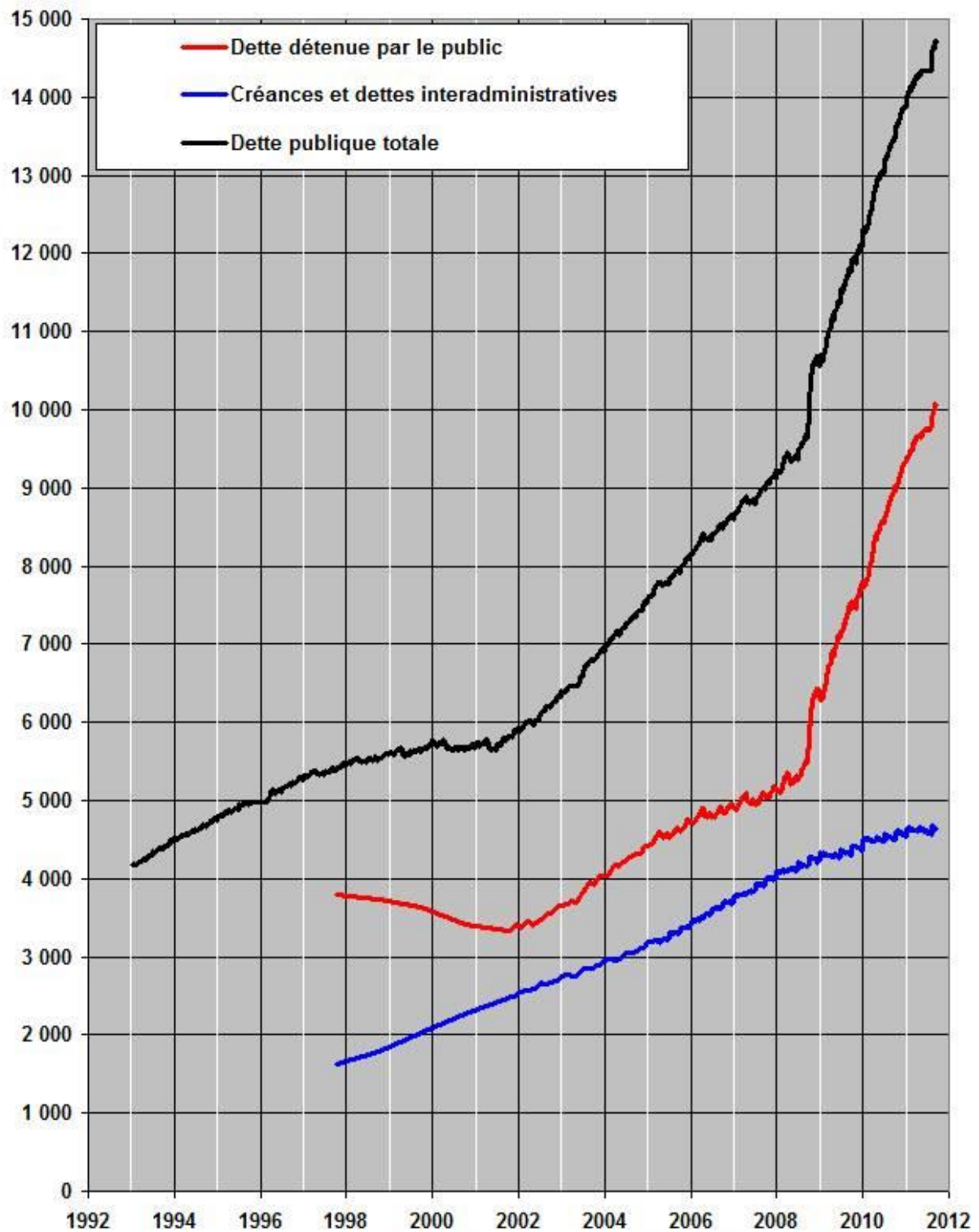
Il ne reste plus alors (cf. le premier privilège) qu'à tenter de manipuler la valeur du \$ pour essayer de réduire la valeur de la dette.

Aux limites de l'exercice ?

Cela dit, cet exercice pourrait avoir atteint ses limites. Car, lors de l'arrivée au pouvoir de George W. Bush en 2001, la dette publique américaine était de 5600 milliards de dollars. En 2005, celle-ci était de plus de 8200 milliards de dollars, pour s'établir à 8970 milliards en 2006. Soit une augmentation de plus de 3000 milliards et de 51% en 5 ans.

Depuis, la dette publique a bondi pour atteindre 11321 milliards en mai 2009 et même 17 709 milliards si on intègre la dette parapublique. Il convient de souligner à nouveau, et nous y reviendrons, que cette dette est massivement détenue par des investisseurs étrangers (à 61 %)

Dette publique totale des Etats-Unis en milliards de dollars, prix courants, 1993-2011



Source : TreasuryDirect "The Debt to the Penny and Who Holds It", 9 septembre 2011,
<http://www.treasurydirect.gov/NP/BPDLogin?application=np>

Or, à la dette publique s'ajoutent celles des autres agents économiques et, en particulier celle des ménages qui atteint 13 821 milliards en 2008 soit 129 % de leur revenu disponible.

Or, avec l'éclatement de la bulle immobilière, les Américains n'ont guère la possibilité, en 2007, d'utiliser leur maison comme distributeur de billets. Les dépenses des ménages représentent à peu près 70% de l'économie américaine. Quand les consommateurs ne peuvent pas emprunter, ils ne peuvent pas dépenser et cela conduit nécessairement à une récession immédiate et profonde.

Comme l'écrivait de manière prémonitoire The Privateer en novembre 2006 : « Pour dire les choses brutalement, si les emprunteurs-consommateurs américains cessaient soudain d'emprunter au taux annuel actuel, toute l'économie régresserait de 10%. Cette chute serait plus importante que toutes celles que les États-Unis ont connues depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. »

Donc la crise se déclenche.

Avant d'aborder les conséquences géopolitiques possibles de cette crise, interrogeons-nous sur ses causes profondes, autrement dit les déséquilibres structurels susceptibles d'en expliquer son déclenchement et son ampleur.

E. Un double déséquilibre de la distribution de la richesse produite dans le monde est pour la plupart des analystes en cause :

- D'une part, dans les pays industrialisés, entre rémunération du capital et celle du travail en particulier celui des classes moyennes et modestes. Va-t-on vers une fragilisation des démocraties de type occidentale ?
- D'autre part, à l'échelle planétaire, entre pays développés, pays émergents et pays en voie de développement : Va-t-on vers un changement profond des équilibres géopolitiques actuels ?

Dans les pays industrialisés :

En vingt-cinq ans, en Europe et au Japon, la part des salaires dans le PIB a diminué de 11 %. Aux États-Unis, seuls les 5 % les plus riches des habitants ont vu leurs revenus augmenter depuis dix ans. Depuis les années 1980, la part de la richesse nationale détenue par le premier 1 % des Américains les plus fortunés est passée de 10 % à 23 %.

Les autres ont vu leurs revenus stagner ou diminuer. Si la consommation a continué d'augmenter, c'est uniquement parce que l'on a poussé les classes moyennes et les pauvres à s'endetter.

"De profondes similitudes apparaissent entre la crise mondiale d'aujourd'hui et la Grande Dépression

de 1929-1934 : la création et la destruction de moyens de paiement par le système du crédit, le financement d'investissements à long terme avec des fonds empruntés à court terme, le développement d'un endettement gigantesque, une spéculation massive sur les actions et les monnaies, un système financier et monétaire fondamentalement instable (...). Maurice Allais, prix Nobel d'économie.

Le déroulement de la crise, les dommages qu'elle provoque ont été cependant différents :

Les Etats-Unis n'ont pas connu la baisse de 26,6 % du produit intérieur brut (PIB) et de 25,7 % du revenu réel des ménages qu'a subie le pays entre 1929 et 1933.

La différence fondamentale tient au fait que, dans les années 1930, la plupart des pays développés étaient encore composés d'une main-d'œuvre rurale et industrielle peu qualifiée. Aujourd'hui, les Etats-Unis et les autres pays développés se caractérisent par une importante classe moyenne, des propriétaires qui disposent de plans d'épargne et de régimes de retraite, frappée de plein fouet par une chute des actions et des valeurs immobilières.

Notons que cette crise touche les classes moyennes à travers le monde, même dans des pays où elles ne représentent pas la majorité. Le déclin de 60 % des marchés financiers dans les économies émergentes comme la Chine, l'Inde, la Russie et la Turquie a frappé l'épargne des classes moyennes naissantes qui promettaient beaucoup en termes de développement social et politique.

Dans les pays développés, en dehors de la classe moyenne, on identifie clairement les autres victimes de la crise :

Ce sont les clandestins, les personnes peu instruites et les jeunes :

- Les 11 à 12 millions d'immigrés clandestins aux Etats-Unis et les 8 millions en Europe ont en effet servi d'amortisseurs de sorte que le chômage des citoyens n'a pas atteint le niveau des années 1930.

Les immigrés sans papiers ont encore eu plus de mal à trouver du travail, puis à se faire payer, puis à avoir de quoi vivre décemment.

- Ceux qui sont restés ont pesé sur le niveau des salaires des Américains non qualifiés.

- Quant aux jeunes, contrairement à leurs parents, ils sont très nombreux à s'engager dans des études nécessitant des emprunts assez importants. Or ils arrivent dans une période de récession, et un nombre croissant d'emplois qu'ils pourraient espérer décrocher risquent d'être délocalisés. En outre, ils ont toutes les chances d'être confrontés à leurs aînés du baby-boom prêts à se battre bec et ongles pour conserver leur travail, puisque, en raison de la dégringolade des marchés financiers, ils sont moins nombreux à pouvoir prendre leur retraite (observer ce qui se déroule au printemps 2011 en Espagne).

Va-t-on, dès lors, dans les pays industrialisés vers des mutations structurelles de la consommation, de la production et des échanges ?

- « Nous devons comprendre à quel point nos habitudes d'achat et de consommation ont changé. Entre 1951 et 1983, la consommation américaine est restée comprise entre 60 % et 64 % du PIB. Depuis 1983, elle a progressé régulièrement pour atteindre 71 % à la fin de l'année 2007. Cette période d'hyperconsommation insensée touche maintenant à sa fin (...) »
- Economie durable, croissance verte...
- « retour de l'Etat »
- régulation financière (cf. paradis fiscaux) mais aussi tentations protectionnistes

Première conclusion géopolitique : pour toutes ces raisons, on peut écarter, sauf redoublement de la crise, des bouleversements politiques, dans les pays hautement développés, comparables à ceux engendrés par la crise de 1929.

II. Qui va payer ? Sachant que, si les EU devaient s'obliger aux mêmes contraintes que celles que tous les autres pays auraient à subir dans la même situation que la leur, le niveau de vie moyen américain serait amputé de environ 17,5 %.

A. Faire payer les plus riches ?

- Aux EU mêmes ?

Un premier pas : réduction des avantages fiscaux accordés aux revenus supérieurs à 250 000 dollars (198 000 euros) par an dans le budget 2009/2010.

Un second avec le Clean Energy and Security Act, acquis fin juin 2009 à une faible majorité (219 voix contre 212).

Le projet demande une réduction des émissions de 17% en 2020 par rapport au niveau de 2005. Les républicains affirment que les propositions démocrates vont coûter plus de 3000 dollars à chaque famille, alors que le Congressionnal Budget Office a chiffré le surcoût annuel à 175 dollars.

Mais évidemment, rançon de la démocratie, Obama, sauf à se faire « Harakiri » pendant son premier mandat, put difficilement imposer une baisse forte du niveau de vie à l'Américain moyen.

Alors qui et comment ?

- Les autres « riches » : Europe, Japon, Corée du Sud, Taïwan, Pétromonarchies ?

- Par la hausse du prix des hydrocarbures, comme en 73 et 79, paraît peu probable (cf. dépendance américaine)

- Par le commandement de l'innovation ? En partie (contrôle des stic) mais pas totalement (aéronautique, aérospatial à partager avec les Européens), plutôt par le commandement financier (cotations essentielles, canaux financiers majeurs, et toujours \$: cf. Airbus/Boeing, déloc aux EU annoncées par PDG Airbus).

- Par le jeu des alliances et son poids militaire :

- depuis 2001, le budget américain de défense a plus que doublé ; il atteint plus de 660 M de \$ soit 40% des dépenses militaires mondiales et le double de l'ensemble des pays de l'UE.

- stratégie de « tensions » : Corée du Nord, « épouvantail » des alliés d'Extrême-Orient (Japon, Corée) ; Taïwan/Chine ; Europe de l'Est, Caucase/Russie (cf. Bouclier anti-missile) ; le cas des pétromonarchies.

B. Les pays émergents ?

Le paradoxe chinois

La Chine consolide sa place comme premier créancier des États-Unis, ses investisseurs publics ou privés détenant fin septembre 2013 pour 1294 milliards de \$ en titres du Trésor américain, contre 727,4 milliards en décembre 2008, selon les chiffres du gouvernement américain.

La dette américaine détenue par la Chine, qui ne représentait que 492,6 milliards \$US en bons du Trésor en janvier 2008, a augmenté d'un peu plus de 50 % en l'espace d'un an, la majeure partie de cette hausse étant intervenue en septembre et octobre.

Ainsi, la Chine est devenue le premier pays détenteur de titres du Trésor américain, devançant le Japon. Ce dernier possède, cela dit, pour 1178 milliards de \$ (sept 2013).

Certes, en huit ans, la Chine a doublé son budget militaire et le gouvernement a encore annoncé, en février 2012, une augmentation de 18,5 % par an d'ici 2015 pour atteindre 238,2 milliards de \$, soit 4 fois le budget du Japon ! Si la situation se dégrade trop fortement, nul ne peut être certain, affirmait récemment Pierre Larrouturnou, que ce qui s'est passé en Allemagne entre 1933 et 1945 ne va pas se jouer à nouveau en Chine dans les vingt ans qui viennent, avec Taïwan ou le Tibet dans le rôle de

l'Alsace-Lorraine. Mais on voit mal la Chine, à court ou moyen terme, exiger par la force le remboursement des énormes créances qu'elle détient sur les EU. D'autant que ce budget militaire, 120 M de \$ et sa structure (entretien d'une armée de masse, 2 millions d'hommes) sont à rapprocher des données américaines (660 M de \$ et très « techno »).

Les autres membres du « BRIC » (Brésil, Russie, Inde, Chine) :

(BRIC : à l'origine notion géoéconomique conçue en 2003 par un économiste de la banque d'investissements Goldman Sachs.)

- L'Inde conserve un taux de croissance élevé (8,3 % en 2010) mais avec un budget lourdement déficitaire. Le déficit atteint 6,8 % du produit national brut (PNB) en 2009, soit l'un des plus élevés des économies émergentes.

- Le Brésil, devenu 7^{ème} économie mondiale, connaît un fort ralentissement : 7,5 % de croissance du PNB en 2010, 2,7 en 2011, 0,9 en 2012.

- La Russie développe une économie de rente fondée sur la richesse de son sous-sol.

C. Les plus pauvres : le G 172

Pendant la crise financière, 25000 milliards de dollars sont partis en fumée ou ont été injectés pour soutenir les marchés et les banques. Cette somme représente 242 années d'aide mondiale au développement (120 milliards actuellement).

Le 2 avril 2009, 90 % du PIB mondial étaient représentés à la table des négociations du G20 à Londres. Il ne manquait plus alors que 90 % des pays.

Les pays du " G172 ", qui n'ont pas été invités à Londres, subissent la baisse spectaculaire des investissements, des capitaux et des envois de fonds destinés aux pays en développement. Les répercussions du ralentissement mondial sont, ainsi, ressenties davantage dans le monde en développement, et elles le seront plus durablement d'autant qu'ils seraient les premières victimes d'une tendance alarmante au protectionnisme qui a vu dix-sept des membres du G 20 prendre des mesures visant à entraver les importations.

Donc, quelles mutations géopolitiques la crise peut-elle entraîner ?

III. Perspectives géopolitiques

a) Est-ce que la crise financière et ses conséquences économiques signifie une crise du leadership américain fondé sur la suprématie du \$? Autrement dit remet-elle en cause ce que Hubert Védrine a appelé « l'hyperpuissance » ?

b) Vers de nouveaux équilibres ? Autrement dit, à l'occasion de la crise, des prétendants à la contestation de cette « hyperpuissance » se manifestent-ils ? Et les foyers d'instabilité risquent-ils de devenir incontrôlables ?

c) Les risques d'aggravation de la fracture Nord/Sud et la nécessité du partage (cf. mouvements migratoires impossibles à terme à maîtriser)

A. Vers une remise en cause de la suprématie du \$?

A une semaine de l'ouverture du sommet du G20 (2 avril 2009, Londres), la Banque centrale de Chine appelait à la révolution : Zhou Xiaochuan, son gouverneur, demandait, dans un essai publié le lundi 23 mars, l'adoption d'une nouvelle monnaie de réserve internationale, pour remplacer le dollar, dans un système placé sous les auspices du Fonds monétaire international (FMI).

On peut le comprendre : une grande part des réserves chinoises -2 000 milliards de dollars- sont aujourd'hui en dollars.

L'établissement d'une nouvelle monnaie de réserve largement acceptée (...) pourrait prendre du temps," admet Zhou Xiaochuan. Mais à court terme la communauté internationale et particulièrement le FMI devraient au moins (...) faire face aux risques résultant du système actuel, conduire des contrôles réguliers et des évaluations."

Il n'était pas le premier :

-De Gaulle

-Tentative japonaise : crises asiatiques (1997), le Japon propose alors de créer une zone monétaire asiatique, mais doit renoncer : la Chine est trop faible, et les Etats-Unis, via le FMI, opposent leur veto.

- Annonce par la Corée en février 2005 de sa volonté de diversifier son portefeuille de devises...chute du \$... la Corée nuance ses propos...

La Russie est favorable à cette idée : Interview du Président Dmitri Medvedev accordée au Washington

Post et au Figaro (1/4/09) : « ...L'état de l'économie mondiale est pour tout le monde une source de préoccupations. Nous pouvons assurer la viabilité de notre système financier mondial, à condition que nous rendions son architecture mutuellement complémentaire et qu'il repose sur un système diversifié de monnaies régionales de réserve et de centres financiers. À l'occasion de ce sommet, la Russie et les États-Unis peuvent contribuer à faire avancer les efforts pour l'établissement de règles universelles et d'une discipline qui s'appliqueraient à tous sans exception. Nous devons également évaluer ensemble la pertinence d'une nouvelle monnaie de réserve, mondiale et supranationale, éventuellement sous l'égide du Fonds monétaire international... »

Que proposait M. Zhou ? Des "droits de tirage spéciaux" (DTS) : *On devrait étudier tout particulièrement comment donner un rôle plus important aux DTS"qui ont le potentiel"pour devenir monnaie de réserve supra-nationale,"écrit-il.*

Une idée déjà évoquée, notamment par le financier George Soros en 2002.

Ces DTS, dont la valeur est liée à un panier de monnaie, ont été créés en 1969 comme avoir de réserve mondiale par le FMI, pour compléter les réserves de ses pays membres alors que l'offre d'or et de dollars ne suffisait plus. Leur rôle a depuis été réduit et ils servent surtout comme unité de compte au FMI et certains organismes internationaux.

Cette proposition servait peut-être aussi à envoyer une mise en garde aux États-Unis, après que la Réserve fédérale américaine s'était lancée dans l'achat d'obligations du Trésor, faisant tourner la planche à billets pour faire baisser les taux – et diluer ainsi la valeur des avoirs chinois en dollars. *La situation est triste : la Chine est le banquier des États-Unis. Ceux-ci doivent énormément à la Chine, mais n'en ont pas peur. La Chine est l'otage des États-Unis et pas l'inverse,"estime l'économiste chinois Andy Xie.*

Le secrétaire américain au Trésor, Tim Geithner, a jugé que la proposition chinoise « *méritait considération* » puis il s'est ravisé : le dollar « *restera encore très longtemps la devise de référence mondiale* ». Entre-temps, le président Obama avait vigoureusement réagi par la négative.

Car, bien entendu, le gouvernement américain a toutes les raisons de croire que le dollar doit rester la devise de référence du commerce international. C'est une question géostratégique autant que monétaire. Il offre la meilleure sécurité possible aux États-Unis dans l'économie mondiale.

Même si, beaucoup d'économistes américains comme Joseph Stiglitz (*Prix Nobel d'économie*) jugent qu'une refonte du système monétaire international est devenue une urgence. Or ce sujet fut exclu de l'ordre du jour du G20.

Il est vrai que ni Stiglitz ni personne ne présente une alternative claire au système actuel. Pour débattre, il faudrait un projet réaliste.

Il y a une autre raison, plus prosaïque : ni les Américains ni les Européens ne sont disposés à abandonner une part quelconque du contrôle qu'ils ont sur les institutions financières internationales.

Vers de nouveaux équilibres ? Quel rôle pour le BRIC ?

Pour la première fois, le 16 juin 2009, les chefs d'Etat du « BRIC » (Brésil, Russie, Inde, Chine) se sont réunis en sommet à Ekaterinbourg.

Fortes de leur nouvelle importance, les principales économies émergentes réclament une réforme du système financier international. La Russie et la Chine souhaitent notamment que leur monnaie respective, le yuan et le rouble, jouent un plus grand rôle dans l'architecture monétaire mondiale. Le président russe, Dmitri Medvedev, en a fait sa marotte, il l'a répété à Ekaterinbourg : pendant la crise, le dollar « n'a pas joué son rôle de monnaie de réserve ».

Bien décidée à lutter contre la suprématie du billet vert, la Russie a appelé ses partenaires du BRIC à investir dans des obligations émises par chacun des pays membres. Mais dans son discours, le président chinois, Hu Jintao, s'est gardé de toute allusion à la création d'une nouvelle monnaie de réserve car la moindre dépréciation du billet vert serait nuisible à son propre matelas de devises, estimé, je le rappelle, à 2 000 milliards de dollars.

A l'issue du sommet, la montagne a accouché d'une souris, un vague communiqué qui ne dit mot sur la nouvelle monnaie de réserve, yuan ou rouble. Ce résultat en dit long sur la réalité du BRIC, alliance purement formelle. Pour le moment, les quatre partenaires n'ont que deux dénominateurs communs, leur taille et leur potentiel. Leurs économies sont disparates : le Brésil fait dans l'agriculture, l'Inde règne sur les services, la Chine fabrique et la Russie fournit des matières premières. Cette complémentarité pourrait être un plus. Les échanges commerciaux, entre les quatre émergents, ne cessent de croître, mais, en réalité, le BRIC n'a pas de stratégie commune.

Le vœu du président Medvedev de remplacer le dollar par le rouble apparaît déconnecté de la réalité si l'on songe à la contribution de Moscou à l'économie globale (moins de 2 %).

Après Ekaterinbourg, le président chinois, Hu Jintao, s'est rendu à Moscou. « Malgré la crise financière mondiale, nos relations sont immunisées contre les ruptures économiques ou politiques », lui a confié Vladimir Poutine. Mais aucun accord n'a pu être trouvé sur les livraisons de gaz russe à la Chine, un projet caressé par les deux partenaires depuis 2006. Les Chinois ne veulent pas acheter le gaz russe à plus de 100 dollars (pour 1 000 mètres cubes). Le géant russe, Gazprom, n'est pas prêt à le brader. On le comprend, les Européens l'achètent quatre fois plus cher. Dès lors, la menace brandie par Moscou d'exporter son gaz vers la Chine et l'Asie pour sanctionner une Europe trop exigeante à son endroit n'est rien qu'un tigre de papier. (D'après Marie Jégo, le Monde).

Où les foyers d'instabilité risquent-ils de devenir incontrôlables ?

- La liste est connue :

Moyen-Orient (Israël et Territoires palestiniens, Irak, Iran),

Afghanistan, Pakistan

Afrique centrale et orientale,

Corée du Nord,

- Causes endogènes, certes mais surtout :

- Causes exogènes : Terrains et enjeux des rivalités entre les Puissances (coloniales, EU/URSS, aujourd'hui plus complexe : EU/Russie, Chine, mais aussi mafias, mouvements salafistes.

La crise coïncide avec un changement d'attitude de l'administration américaine :

- tenter de résoudre le grand conflit symbolique Israël/Palestine,
- se retirer du guépier irakien,
- maintenir certaines tensions « raisonnables », quelques abcès de fixation.

Partager, une nécessité?

Le vrai problème est celui des rapports Nord/Sud (cf. le Sud accablé par certains effets de la mondialisation, du réchauffement climatique, de la croissance démographique, de la fragilité d'États Nations qui n'en ont que le nom, qui n'ont pas voix au chapitre, etc.) avec conséquences néfastes pour le Nord (migrations incontrôlables par ex)

Partager les responsabilités ?

Au FMI aujourd'hui : Japon 6% des droits de vote, Chine 6,1 %, Etats-Unis 16,5% (EU + Européens = près de 2/3 des droits de vote).

On peut parier que l'un des enjeux majeurs des futures relations Nord-Sud se construira autour de la question monétaire, du choix de la devise refuge et, plus globalement, de la redéfinition des relations financières mondiales. De ce point de vue, le rôle de la Chine va très vite se révéler crucial.

Renforcer le rôle du FMI et de la Banque mondiale et « ouvrir » leur gouvernance.

Partager les richesses ?

- Le PIB de toute l'Afrique est inférieur au PIB de la France

- Les 85 personnes les plus riches de la planète possèdent autant que la moitié de la population mondiale (3,5 milliards de personnes).

« Il y a une seule solution : ouvrir enfin le dossier de l'intégration sociale internationale. Tout décalage nouveau que nous laissons filer est source de danger pour demain et de ruine, y compris économique, pour après-demain, jusque dans les bastions les plus solides du Nord. Nous avons donc intérêt à partager, et nous avons même intérêt à promouvoir un impôt généralisé sur le développement. L'idée avait été très timidement avancée à la fin de la présidence Chirac à travers la taxe sur les billets d'avion. Il faut aller aujourd'hui bien plus loin, jusqu'à faire en sorte que chaque individu se sente concerné comme contribuable par le développement global, sachant qu'il opère ainsi le meilleur investissement pour préparer la stabilité de ses vieux jours et celle des générations qui le suivront. Tant qu'on ne posera pas le problème Nord-Sud en termes sociaux, comme on l'a fait autrefois au niveau des nations lorsqu'on a inventé les politiques sociales et l'Etat-providence, on s'engagera dans une impasse majeure. L'alibi politico-militaire qu'on pratique aujourd'hui en pensant que la solution se trouve dans la mécanique des chars de l'OTAN est un leurre : tout traitement politico-militaire des crises du Sud ne peut que contribuer à les aggraver. Comme autrefois la répression des dragons contre la révolte des va-nu-pieds de nos sociétés en début d'industrialisation. » Bertrand Badie.